

royaliste



BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

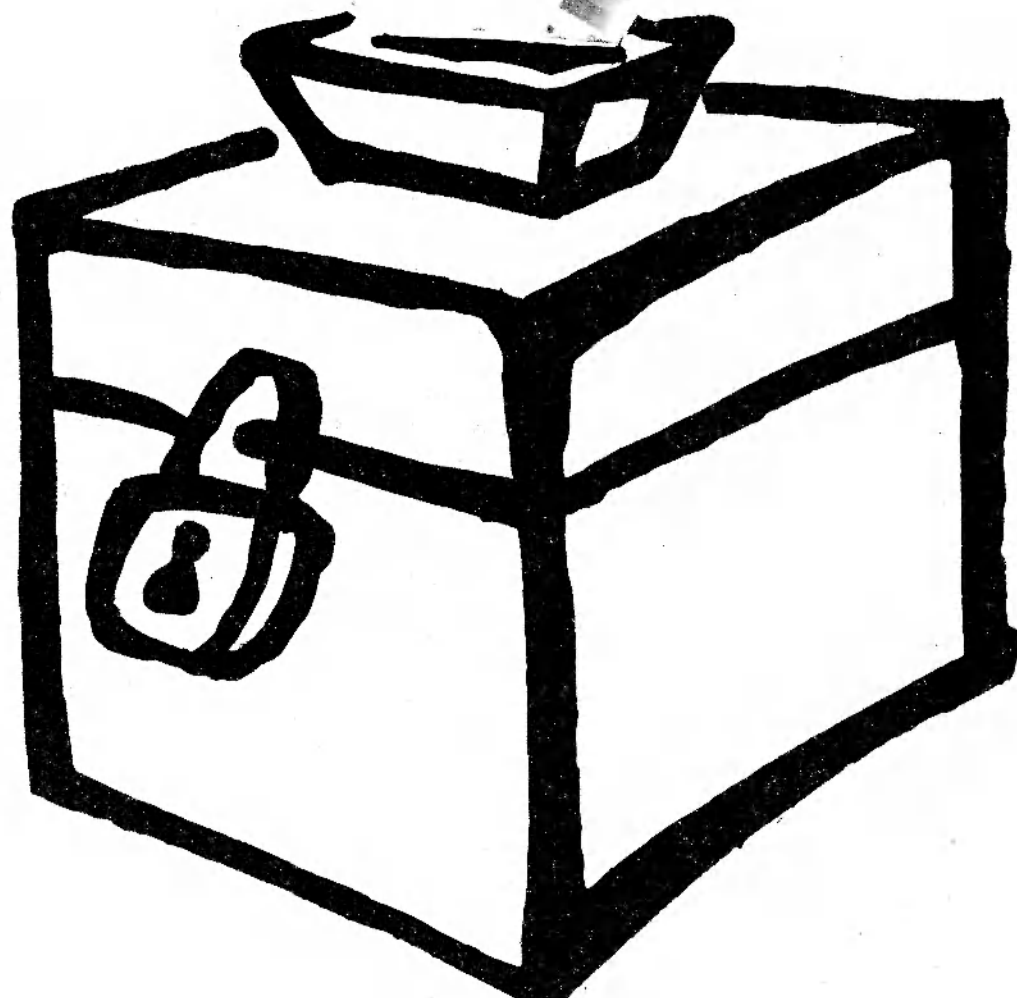
les finances

des

partis

l'argent

secret

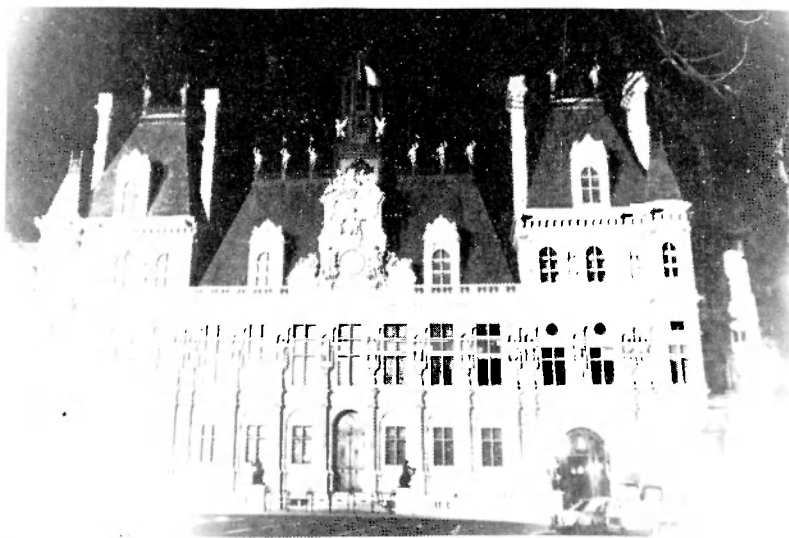


DU 28 OCTOBRE AU 10 NOVEMBRE 1982 - 12^{ème} année - N° 368 - 6 F

M 2242 - 368 - 6 F

la magouille électorale

La réforme du statut des grandes villes nous rappelle, si besoin est, que le régime des partis n'est hélas pas mort le 10 mai.



■ Paris, Lyon, Marseille, une loi électorale conservatrice

Piètre spectacle que celui que nous donne la classe politique à l'avant veille des municipales ! On savait l'opposition prête à tous les coups et tous les excès pour transformer l'essai des cantonales et donner plus de prise à ceux qui, dans ses rangs contestent encore la représentativité du pouvoir issu du 10 mai. Mais l'autre camp, que l'on croyait mobilisé autour de la bataille de l'emploi, de la lutte contre l'inflation, a lui aussi bien vite déserté le créneau pour se plonger dans les délices de l'électoratisme. Le moins que l'on puisse dire c'est que M. Defferre, qui est, comme ses prédécesseurs giscardiens, une sorte de ministre des élections, n'a pas fait dans la discrétion ni dans la subtilité.

UNE MACHINE DE GUERRE ÉLECTORALE

Sa machine de guerre électorale qui a nom réforme du statut des grandes villes est en effet tout à la fois dérisoire et malhonnête. Dérisoire parce que malgré tous les efforts des juristes de la Place Beauveau, elle n'est pas de nature à empêcher la réélection des majorités municipales de Paris et de Lyon. Elle permettra simplement aux socialistes de faire l'écono-

mie de deux campagnes politiques tout en assurant l'accès aux places de quelques dizaines d'hommes d'appareil supplémentaires au niveau des arrondissements contrôlés par le P.S. Cette réforme est aussi malhonnête dans la présentation des motifs, parce qu'elle prétend faire croire aux citoyens des grandes villes que l'élection d'une poignée de conseillers au niveau de districts purement administratifs parachèvera l'œuvre de décentralisation. Celle-ci passait au contraire par la reconnaissance de la spécificité des grands ensembles urbains dont la complexité des problèmes de transport, d'urbanisme et de culture et les liens qui existent entre eux exigent un traitement des décisions globales. S'il est vrai que ces vastes pouvoirs favorise des formes d'autoritarisme ou de népotisme, la loi aurait pu y faire obstacle en renforçant le pouvoir de contrôle des élus et en instituant le referendum municipal. Au lieu de cela on a préféré un compromis plein d'arrière-pensées politiques qui ne moralisera en rien la gestion des grandes villes et qui risque de déclencher entre le conseil municipal et les arrondissements des guerres de clans qui paralyseront toute décision. (1)

Si donc sur le fond, le projet Defferre ne vaut pas cher, il est au moins un point qui devrait satisfaire secrètement et la majorité et l'opposition. C'est le système électoral retenu qui, pratiquement, interdit toute intervention des familles politiques extérieures à « la bande des quatre ». Il faudra en effet, à Paris, présenter plus de 500 candidats pour pouvoir être présent dans toutes les circonscriptions et avoir une chance de faire entendre sa voix. Une fois de plus, et au mépris des engagements pris par le candidat François Mitterrand d'ouvrir le débat public aux petites formations, le gouvernement montre qu'il est aussi capable que ses prédécesseurs pour rédiger des lois électorales conservatrices. Cela nous promet une campagne de mars qui va réellement sentir le renfermé.

O.M.

(1) D'autant que les attributions « sociales » données aux conseils d'arrondissement sont celles ou s'exercent le mieux le clientélisme et les passe-droits : attribution de logement HLM, des places dans les crèches, les maternelles, et les foyers de personnes âgées.

Depuis quelques années déjà, le R.P.R. exhalait une odeur de soufre, à travers des petits riens qui ne titillaient que les vieilles barbes du gaullisme. Tel dirigeant du Rassemblement devint pigiste pour un hebdomadaire ayant appelé au meurtre contre de Gaulle, tel congrès vit les barons relégués en fond de salle et les portraits gigantesques du général rangés aux antiquités.

Encore, cela resterait-il des brouilleries. La charge pernicieuse date de l'été dernier : Mme Pompidou publie à grand fracas un ouvrage de confidences portant la signature de son mari. (1) La divulgation des écrits d'un président de la République est en soi un événement politique, qui répond à certaines intentions, même s'il faut se garder de la phobie du complot. Quoi qu'il en retourne véritablement, Georges Pompidou règle ses comptes sans barguigner : Chaban « trouve la force de plaisanter » lorsque l'Etat vacille au plus fort de Mai 68, Peyrefitte « répugne à se déjuger », Couve de Murville est un ambitieux qui ne vise que Matignon, Vallon un « fanatique », Capitant et Grandval

défense : encore un effort camarades...

Les récentes déclarations du ministre de la Défense ont fait jaser, sinon dans les chaumières, du moins dans les casernes. Avec quelques raisons ...

En effet, en présentant le projet de budget militaire pour 1983, M. Hernu a laissé prévoir une « inflexion » dans la conception de l'emploi de l'armée de terre. Ses effectifs seraient appelés à diminuer (de l'ordre de 10%) et une partie de ses missions habituelles, de D.O.T. (Défense Opérationnelle du Territoire) notamment, transférées à la Gendarmerie.

Comme pour mieux préciser sa pensée, le ministre a déclaré : « Celui qui me dit qu'il préfère une division de soldats de plus à un sous-marin nucléaire lance-missiles, se trompe d'époque ». La priorité est donc clairement indiquée, et dans le bon sens. Déjà, les choix sont esquissés dans le projet de budget pour 1983 : si l'augmentation globale, en francs courants, est d'environ 10%, les crédits alloués aux forces nucléaires progressent de 14%.

La surprise est heureuse, provenant de quelqu'un qui, sans doute pour rassurer une corporation pas spécialement « progressiste », s'était jusqu'ici souvent comporté com-

me un porte-parole de cette corporation. Cependant des zones d'ombre demeurent. D'une part, quand on évoque à Canjuers, devant M. Mitterrand, la capacité de l'armée de terre à mener un combat moderne sur le théâtre européen, qu'en veut-on dire exactement ?

D'autre part, et surtout, lorsque le Chef de l'Etat précise, à propos du Service National, que « l'estimation du temps de service se fera selon les missions des armées », un doute subsiste. Rappelons ici que les royalistes estiment que le maintien de la conscription constitue la perpétuation d'une fausse tradition. On ne défend plus un pays comme la France en « additionnant les poitrines », selon une expression du général Gallois. Il faut tirer toutes les conséquences de la mutation technologique qui s'est opérée, et des priorités nécessaires.

Allons, camarades, encore un effort pour être vraiment révolutionnaires !

Pierre CARINI

Tout fout le camp. Le R.P.R. attaque de Gaulle, bafoue les institutions et rêve d'une République spartiate.

la dérive du gaullisme

des infidèles. Giscard non plus n'est pas épargné par l'insinuation assassine. Mais l'important, et l'étonnant, est que de Gaulle n'échappe pas au jeu de massacre : vieillard pitoyable, qui fuit la France en 1968, paralysé d'incapacité, s'effondrant littéralement devant les événements, et chef d'Etat comploteur, lorsqu'il songe à se débarrasser de son premier ministre sans rien dire au concerné, ou l'abandonne dans l'affaire Markovic. Pompidou n'ose donner brutalement le fond de sa pensée : de Gaulle est lâche en 1968, traître dans le piège Markovic. Il pare en revanche sa propre personne de toutes les vertus : héroïque lorsque le pays s'effondre, martyr lorsqu'on tente de le salir. Un seul homme retient l'estime chaleureuse de Georges Pompidou : Jacques Chirac.

CHIRAC «DÉSIGNÉ» PAR POMPIDOU

Heureuse coïncidence, au moment où le maire de Paris s'efforce de paraître comme le chef de l'opposition et écarte de son équipe les derniers gaullistes historiques. La fringale du pouvoir est loin d'être rassasiée : non content de raccourcir le septennat à deux ans lors du voyage à Nouméa, il s'acharne maintenant sur la légitimité du président de la République, par Claude Labbé interposé. Ce dernier s'est livré, lors des journées parlementaires de la Grande-Motte, à des attaques en règle contre les institutions :

1/ «Contesté, malmené par les sondages, le pouvoir ne saurait se contenter de se draper avec suffisance dans sa légitimité». Le président du groupe parlementaire R.P.R. remet en cause la clé de voûte des institutions, la fonction présidentielle, que de Gaulle a voulu capétienne pour l'arracher aux brigues politiciennes. Claude Labbé réduit la légitimité du pouvoir à une simple donnée toute relative, à confronter à la ligne brisée des sondages.

2/ «La légitimité se vérifie chaque jour auprès de ceux qui en fait la détiennent, puisqu'ils vous l'ont conférée.» Une remarque qui replace le R.P.R. dans la tradition qu'il n'a jamais quittée : la droite plébiscitaire et bonapartiste, qui ignore l'Etat de droit (dont la monarchie est l'épure parfaite) et s'en remet au régime de la force, violence de la foule ou du groupe, à proprement parler, la tyrannie.

3/ «Il faudra bien que ceux qui évoquent à tout propos et hors de propos la légitimité donnent la parole au peuple s'il la demande avec insistance (...) L'opposition ne doit pas s'illusionner sur les chances d'une transition : la rupture est nécessaire.» Le conseiller de Jacques Chirac conduit à terme sa réflexion : l'appel au peuple pour soutenir une «rupture», en dehors du cadre de la loi, un coup de force, en quelque sorte. Coup d'Etat légalisé, sous la pression de la rue ? Pons et Labbé en treillis, on peut rêver... Chirac se cantonne à réclamer des élections législatives anticipées, (2) ce qui n'est guère plus intelligent.

LE VRAI DANGER DE DÉRIVE

Mais un danger plus grand menace le R.P.R. avec l'infiltration d'une intelligentsia trouble. Peu inquiétés par la gauche qui préfère polémiquer abusivement avec les leaders du mouvement, ces intellectuels ont manifestement réussi leur travail de sape : vider le Rassemblement de son inspiration gaullienne pour en faire l'expression politique d'une droite ultra, d'un fascisme revu et corrigé par ladite «nouvelle droite». Certes, l'offensive garde une certaine retenue, pour ne pas effaroucher les lecteurs du «Figaro-magazine»; on n'exalte pas la dictature, mais la référence à la République, avec majuscule, émaille le discours. Nous assistons actuellement à une exhumation de l'idéologie républicaine, qu'il serait dangereux de considérer à la légère. Car la droi-

GEORGES POMPIDOU POUR RÉTABLIR UNE VÉRITÉ



■ le début d'une remise en cause

te oppose désormais la République aux institutions et à leur légitimité.

MAURICE DRUON À LA RESCousse

Un ouvrage de Maurice Druon (3) précise l'intention et reçoit le soutien emphatique de Louis Pauwels. L'éditorialiste du «Figaro-magazine» annonce «une bombe» (4), qui sent plutôt, à l'examen, le pétard mouillé. Le rédacteur en chef préféré de Robert Hersant donne libre cours à sa hargne contre «cette constitution (qui) aura permis ce qu'il faut bien appeler une révolution. Elle l'aura permise sans ébranlement apparent.» Voilà bien la vertu des institutions qui dérange Pauwels : permettre ce que nous appelons des «révolutions tranquilles».

«Le suffrage universel fait entrer dans l'exercice de la magistrature suprême le mythe de la légitimité. La légitimité est un principe monarchique qui repose sur l'hérédité et Dieu, le sang et la Sainte Ampoule. Que vient faire ce principe en République ?» Pauwels exulte, traquant obstinément la figure du droit et de la justice, lui qui rêve du pouvoir comme enjeu de la brutalité épaisse ou de la froide intelligence. Maurice Druon, comme les Lumières, invite à un retour à l'Antiquité : inspirons-nous de la démocratie grecque et ses esclaves, de la République romaine et ses prolétaires.

Pour la France de 1982, cela signifie le rétablissement de la peine de mort, de la Cour de Sécurité de l'Etat et du service militaire «obligatoire, général, mixte, minimum 12 mois», pour instaurer une «république des meilleurs» et «redonner une morale à l'Etat». Jacques Chirac donne la traduction politique de ces formules générales : «Un responsable communiste est par vocation inapte à servir la République» (5). Cette race de républicains méprise avant toute chose la démocratie, le suffrage populaire, l'égalité des citoyens.

Retournons pour finir aux révélations de Georges Pompidou, qui rapporte ces paroles du général de Gaulle, après la Libération : «Avec qui gouverner ? En France, les élites se dévorent elles-mêmes. Au fond, tout cela, c'est le problème de la légitimité. Depuis 1789, il n'y a plus de légitimité admise.» Dans le débat actuel qui ira en s'intensifiant, la droite nommée plus haut, que la gauche n'arrive pas à saisir, est peut-être L'Adversaire à combattre des années à venir.

Emmanuel MOUSSET

- (1) Georges Pompidou -Pour rétablir une vérité- Flammarion 1982. Prix franco : 72 F.
- (2) «Midi Libre», 24 septembre 1982.
- (3) Maurice Druon -Réformer la démocratie- Plon 1982.
- (4) «Figaro-magazine», 18 septembre 1982.
- (5) «Le Quotidien de Paris», 9 septembre 1982.

docteur régis and mister debray

Quelle mouche a donc piqué Régis Debray lorsqu'il a déclaré, devant l'Union des écrivains québécois, à propos de l'émission «Apostrophes» de Bernard Pivot : « — Nous avons des projets : enlever à une émission, celle que vous avez nommée, le monopole du choix des titres et des auteurs accordé à l'arbitraire d'un seul homme qui exerce une véritable dictature sur le marché du livre » ?

Ce n'est pas la première fois que Régis Debray commet ce genre de déclaration mais cette fois-ci il s'agit d'une faute à de multiples titres.

D'abord, quand on est conseiller culturel à la Présidence de la République, il est recommandé de s'abstenir d'émettre de tels avis péremptifs, et il est spécieux de vouloir distinguer les paroles de l'homme en tant qu'écrivain de celles du «membre du secrétariat général de la Présidence de la République française».

Ensuite il est malhonnête de renier ses propos le lendemain, d'affirmer n'avoir jamais parlé de «dictature» et de prétendre au contraire : «j'ai dit : il faut briser les monopoles, mais je n'ai pas dit qu'il fallait supprimer cette émission.» en ayant le mauvais goût d'ajouter : «Je trouve cette émission remarquable car elle traverse les modes. Je souhaite même qu'il y ait d'autres Bernard Pivot, d'autres tribunes du même niveau.», ce qui est franchement hypocrite et peu habile quand on sait que le discours initial avait été enregistré...

Surtout ce genre de déclarations anihile les efforts actuels de l'Elysée pour établir l'indépendance de l'audio-visuel et le crédit de la Haute Autorité.

Plutôt que de tenir des discours irresponsables, R. Debray a mieux à faire dans ses nouvelles fonctions comme il l'a montré récemment, avec succès, en concourant à la libération du poète cubain Valladares.

P.L.

dissoludarnośc

Nous venons d'apprendre une chose merveilleuse : «Les communistes français ont mal à la Pologne».

Qu'ils sachent que nous compassionnons à leur peine et que nous partageons, s'ils le veulent bien, leur douleur.

Car nous aussi, nous avons mal à la Pologne, mal de notre impuissance, mal de l'ardeur ridicule de nos discours, de nos articles et de nos protestations désespérées de solidarité. Cette solidarité est-elle condamnée à ne pouvoir se manifester autrement que par le port d'un dérisoire «Solidarność» au revers de notre veste ?

La dissolution officielle, le 8 octobre, du syndicat qui rassemblait près de 90% de la population active a, bien sûr, suscité de vives «réprobations» et même des réactions qui allaient au-delà, telles celles du Pape et du Président de la République. Et il est important, nous le savons mainte-

nant, que les peuples dont la liberté est martelée par le pas cadencé des flics, sachent que leurs luttes ne sont pas ignorées de l'extérieur : un soutien moral, pour un combat qui n'aurait pas atteint une telle ampleur s'il ne s'était agi, en Pologne, que de difficultés économiques. La volonté politique, incarnation de la France indépendante à laquelle nous travaillons, aurait été plus loin. Même si les Etats ont quelquefois une logique qui ignore les sentiments.

Mais il nous faut, pour l'instant nous contenter de déclarations, car elles ne sont pas, après tout, complètement inutiles. Il nous faut aussi subir le spectacle diplomatique et politique que donne l'Occident où la Pologne est devenue objet et argument. De quelles considérations morales les Etats-

i.v.g. bientôt gratis ?

Le remboursement de l'avortement par la Sécurité Sociale, promesse électorale des socialistes, semblait, heureusement sur la voie de l'oubli. De hauts dirigeants du P.S. expliquaient que cela venait de «très haut». L'hebdomadaire «Valeurs Actuelles» en déduisait

**pour
s'abonner
à royaliste?
voir page 11**

que la détermination des chrétiens avait fait reculer M. Mitterrand et que l'attitude très ferme d'un Pierre Chaunu avait à cet égard été déterminante. Alors que penser des rumeurs selon lesquelles M. Mitterrand «influencé par les protestations des associations et des organisations de gauche, alerté en outre par un sondage d'opinion faisant état de 60% des Français favorables au remboursement, souhaiterait en effet, que le problème soit réglé le plus rapidement possible. Mis à l'ordre du jour au Conseil des ministres de la semaine prochaine, le projet de loi devrait faire l'objet d'un texte annexé à la loi de finances pour 1983.» («Parisien Libéré» du 16/17 octobre) ?

Le 20 octobre, Pierre Mauroy a, paraît-il, déclaré à une délégation féministe que les modalités du remboursement garantiraient un total anonymat à ses bénéficiaires.

En attendant d'en savoir plus notons déjà que, si la querelle de la légitimité de l'Etat socialiste a un sens, nous allons nous trouver peut-être au cœur du débat. Mais dans une société où vie et mort sont des mots vides de sens, le mot de légitimité peut-il signifier quelque chose ?

F.A.

les nobels ne manquent pas de souffle

Une fois de plus, l'attribution du prix Nobel de la Paix suscite «l'étonnement». On se demande pourquoi : chacun devrait savoir depuis longtemps que ce prix, qui n'a que peu de rapport avec la cause qu'il prétend servir, ne présente aucun intérêt.

Cette année, les heureux élus, dont les qualités ne sont pas en cause, sont M. Alfonso Garcia Robles (un ambassadeur mexicain) et Mme Alva Myrdal (une Suédoise). Pour parvenir à ce choix, la commission du parlement norvégien a, notamment, écarté le roi Juan-Carlos d'Espagne, un évêque sud-africain, l'archevêque de Sao Paulo et ... Lech Walesa. Que les distingués parlementaires, l'esprit noyé dans les brumes nordiques, aient «oublié» Walesa, voilà qui n'influera probablement pas sur son sort. Mais là où le bât blesse, c'est que, interrogé sur les chances du syndicaliste polonais, le secrétaire général du comité avait cru bon de préciser que celui-ci entendait récompenser «une œuvre de longue haleine». On croit rêver ! «Le Monde» du 15 Octobre notait avec humour : «si l'on comprend bien, il suffira à un gouvernement

répressif de faire en sorte que l'œuvre d'un contestataire ne soit pas de «longue haleine» - en le mettant, par exemple, sous les verrous - pour éviter l'embarras d'un prix Nobel de la paix à un adversaire politique.»

Les mauvaises langues chuchotent que le comité avait quelque raison d'être «prudent» dans son choix. Parmi les lauréats précédents on trouve en effet, conjointement, MM Kissinger et Le Duc-Tho (défenseurs éminents de l'humanisme à très petits pas), ainsi que MM. El Sadate et Begin (tandem aujourd'hui surprenant, car nous savons combien le second est épris de paix).

En fait de «longue haleine», le comité Nobel ne manque pas de souffle !

Alain SOLARI

Unis se prévalent-ils pour condamner les dictatures de l'Est alors qu'en Amérique latine et en Extrême-Orient des populations entières sont mises en coupe réglée par leurs multinationales ?

Alors que des nations subissent les gouvernements fantoches suscités par eux et souvent dirigés par des demi-fous ?

Quelle serait l'attitude de la droite française face à un mouvement social d'une importance comparable et qui réclamerait pour la France une république autogérée ?

Comment peut-on accepter, enfin, que les mouvements «trotskystes» récupèrent sans honte le combat de Walesa et de ses camarades au chant de l'Internationale ?

Pour tout cela aussi, nous avons mal à la Pologne. Mais on ne décrète pas la suppression d'un peuple : les ouvriers et les paysans polonais continuent et continueront d'être, c'est-à-dire de se battre. La Pologne, longtemps gardienne de l'Europe contre les invasions, semble avoir le destin singulier d'exister pour notre salut. Première brèche importante, par sa durée, dans l'édifice du «socialisme réel», elle témoigne que rien ne sera plus comme avant et que force, injustice et brutalité, n'ont pas partie inéluctablement gagnée.

Des grèves éclatent ici et là, l'appareil clandestin d'un syndicat, dont le nom est toujours synonyme d'espoir, se reconstitue lentement. Les marxistes ont eu raison sur ce point : c'est la classe ouvrière qui, par sa révolte, a insufflé l'espoir au reste de la société, c'est d'elle qu'est venu le premier coup porté à l'édifice du vieux monde communiste.

Plus que jamais, la crise polonaise nous montre la voie.

La prise de conscience qu'elle a fait naître chez certains ne peut être qu'un premier pas. Il faut en tirer la conclusion logique et combattre sans relâche tous les totalitarismes, de quelque couleur qu'ils soient, qu'ils aient la consistance du char d'assaut soviétique ou l'apparence «moderne» et sympathique d'un certain style de vie qui nous vient d'ailleurs.

On ne baillonnera pas la classe ouvrière polonaise, parce qu'elle a conscience d'être une classe et parce qu'elle se sait polonaise. L'avenir de la Pologne c'est le véritable pouvoir des travailleurs. L'avenir de l'Europe passe par la Pologne.

Anne SUROI

mitterrand l'africain

Il y a trois semaines s'est tenue la neuvième conférence franco-africaine dans la capitale du Zaïre, Kinshasa, élargie aux chefs d'Etats non francophones.

Auparavant, François Mitterrand avait rendu visite à deux petits Etats frontaliers du Zaïre : le Burundi et le Rwanda. Dès le début, le ton a été donné lorsqu'il a déclaré : «Le Burundi peut compter sur la France pour combattre les impérialismes et les égoïsmes qui risquent de faire glisser l'ensemble de l'économie mondiale vers l'abîme». De plus il a mis en évidence le fait que l'intérêt des pays industrialisés rejoint leur devoir moral et humain dans le problème du développement économique du tiers monde. Le Rwanda également francophone, rencontre de nombreux problèmes semblables à ceux auxquels est confronté le Burundi, notamment en raison de son enclavement.

Avant l'ouverture de la conférence qui s'est tenue devant dix-neufs chefs d'Etats africains et trente deux pays observateurs François Mitterrand a voulu affirmer que la France n'entendait pas se substituer à l'Organisation de l'Unité Africaine. Il s'est présenté comme l'artisan de la francophonie, en accord avec le projet de communauté organique de l'ancien président du Sénégal, Léopold Sédar Senghor, malgré les difficultés que rencontre le dit projet.

Lors de son discours François Mitterrand a évoqué le problème tchadien : «la France répondra sûrement à toute demande qui lui sera faite de participer à la renaissance du Tchad... il ne lui appartient pas de décider à la place du peuple tchadien.» Il a eu l'occasion de préciser sa pensée à l'issue d'un long tête-à-tête avec M. Hissène Habré : la France reconnaît les Etats et non les gouvernements et elle n'a pas à se mêler de leurs problèmes intérieurs.

Le Président a plaidé une nouvelle fois pour un ordre économique plus équitable, dénoncé la course aux armements et l'impérialisme des deux grandes puissances ainsi que la relance de la guerre froide. Mitterrand a rappelé une fois de plus les grands principes de la politique française à l'égard du tiers monde : «autosuffisance alimentaire, indépendance énergétique, industrialisation adaptée, développement autocentré, interdépendance entre le



■ Retrouver une politique africaine

Nord et le Sud» et renouvelé son appel à la conscience internationale et au bon sens. De tels propos ne pouvaient que recueillir l'approbation de ses pairs au moment où, depuis plus d'un an, les cours des matières premières baissent de façon spectaculaire. Cette baisse remet gravement en cause les projets de développement financés par les ressources qu'elles procurent aux pays qui en sont dotés. Ceci au moment même où, la Banque Mondiale reconnaît enfin la nécessité de favoriser la production agricole autochtone pour faire régresser la faim dans le monde, fondement de tout développement économique ultérieur.

Ainsi François Mitterrand a pu mettre en cause, à juste titre, les lois du marché, le profit immédiat, et a vigoureusement critiqué les mouvements erratiques du dollar -ne correspondant à aucune nécessité économique - qui placent la plupart des pays dans une situation intolérable. Le chef de l'Etat a aussi reproché aux Etats-Unis la réduction de leur aide au

tiers monde, aux autres pays industrialisés leur entêtement, leur timidité et leur absence d'imagination. Il a cependant précisé : «la France prise dans la tourmente ne peut à elle seule se substituer aux grands pays qui n'ont pas compris et ont limité leur vue du monde aux rapports de forces militaires.» Tous les chefs d'Etats ont bien noté la portée d'un tel discours en particulier l'hôte de la conférence, le président Mobutu, dont le pays - riche en matières premières - est fortement endetté, et vit depuis plusieurs années sous la perfusion des instituts financiers en raison de sa mauvaise gestion et de la corruption qui règne au Zaïre. Mobutu a qualifié le chef de l'Etat français de «garant de la sécurité de l'Afrique et de ses intérêts économiques» et a précisé «l'aide que nous accorde Paris est actuellement beaucoup plus avantageuse sur le plan économique, que celle que nous recevions à l'époque de M. Giscard d'Estaing.»

Outre le problème tchadien ont été évoqués les autres conflits africains : l'épineuse question du Sahara occidental et la demande d'admission de la République Arabe Sahraouie Démocratique qui frappe à la porte de l'O.U.A. continue à diviser les pays africains, en revanche l'unanimité fut retrouvée pour envisager l'indépendance de la Namibie et pour condamner l'apartheid sud-africain.

Cette neuvième conférence franco-africaine a donc été un succès mais il risque de demeurer sans lendemain, à la manière du sommet de Versailles. En effet les résultats concrets risquent de décevoir les parties concernées en raison même des grandes espérances suscitées à cette occasion.

Force est de constater que la conférence a aussi permis au président Mobutu, de redorer son blason et de reprendre place parmi ses pairs.

La France, quant à elle, a retrouvé le chemin d'une politique fondée sur des principes sains et sur une approche empirique des réalités africaines. François Mitterrand, rompant avec les pratiques de «copinage» de son prédécesseur, n'est pas tombé dans le fatras idéologique qui caractérisait les projets socialistes en matière africaine. Nous ne pouvons que nous en féliciter.

Philippe LABARRIERE

rené girard " l'amérique n'est pas organisée pour l'impérialisme "

Depuis la mi-septembre, «Royaliste» a engagé un grand débat autour du thème «culture et impérialisme» faisant écho au discours prononcé à Mexico par le ministre de la Culture, M. Jack Lang. Dans ce numéro nous sommes allés interroger René Girard qui revient de plusieurs années de séjour aux Etats-Unis. Son analyse apporte un éclairage différent sur la société américaine et sa capacité à mener une politique offensive dans le domaine culturel. Par la qualité de son auteur, ce témoignage est important et nous l'accueillons avec intérêt, d'autant plus qu'il est en désaccord partiel avec des thèmes que nous avons pu développer dans ces colonnes.



■ Vrai ou faux symbole des Etats-Unis ?

● **Royaliste** : Lorsqu'on évoque la société américaine, un certain nombre d'images, ou de clichés, surgissent inmanquablement : soit les gratte-ciel et la violence des grandes villes, soit la vie telle qu'elle s'exprime dans un feuilleton comme «Dallas». Ces images correspondent-elles à la réalité ?

René Girard : Vivant aux Etats-Unis depuis trente cinq ans, je pense que cette vue, qui contient des éléments de vérité, est malgré tout schématique : souvent, dans le choix des feuillets américains, la France (comme les Etats-Unis dans le choix des échantillons de culture française) cherche

ce qui confirme sa vision mythique de l'Amérique.

Sans prétendre être un spécialiste des Etats-Unis, car le milieu universitaire est très particulier, je crois qu'il faut avant tout se garder de toute analyse monolithique. En Europe, on ne voit pas le caractère formidablement contraignant des phénomènes de politique intérieure : le phénomène de fermeture, qui est particulièrement fort aux Etats-Unis en raison de la taille du pays, tient aussi au fait que ce pays est composé d'immigrants, de groupes ethniques, culturels et religieux hétérogènes, dont l'unité est réelle autour de certains principes, mais en même temps toujours en question. Par conséquent, les problèmes de politique intérieure sont en même temps très concrets et très complexes : ils font moins jouer des principes idéologiques abstraits (comme par exemple la droite et la gauche en France) que des aspects très essentiels de la vie sociale.

● **Royaliste** : Quels aspects ?

René Girard : Par exemple la situation relative de certains groupes d'immigrants, le fait que le degré d'adaptation des Italiens ou des Slaves à la vie américaine a changé au cours des trente dernières années. Ainsi, l'arrivée au pouvoir du catholique Kennedy a été un événement intérieur considérable. De même, l'élection du Polonais Jean-Paul II influe beaucoup sur la façon dont les Polonais des Etats-Unis s'éprouvent comme Polonais et comme Américains. Quant aux partis politiques, ils ne se définissent pas par l'idéologie : ce sont souvent des coalitions de minorités. En principe, le Parti démocrate est le parti des minorités, mais, en trente ans, les minorités sont devenues la majorité car la perte d'influence des WASP (White Anglo Saxons Protestants) est considérable.

La notion de creuset, de melting pot, est une réalité constante dont l'Europe ne tient pas compte. Dans le cas de la France c'est très important car il n'y a pas de lobby français aux Etats-Unis, à la différence de l'Angleterre (en raison de la communauté de langue et de culture), de l'Italie (qui est pour des millions d'Italo-Américains une sorte de drapeau) ou des pays d'Europe de l'Est. Quant à l'image de la France, elle est un peu opposée et complémentaire de celle qu'on se fait ici des Etats-Unis : la France, c'est l'aristocratie, la haute culture, les restaurants très chers, etc., avec une tendance au complexe d'infériorité

devant la culture française. Aux Etats-Unis, on estime souvent que ce qui nous apparaît comme la culture américaine (la culture commerciale) ne fait pas partie de la culture : la véritable culture est européenne, et l'on souhaite y accéder. Le complexe d'infériorité américain est très différent de celui de l'Europe à l'égard des Etats-Unis mais il existe et joue un rôle essentiel dans le malentendu franco-américain.

● **Royaliste** : Peut-on dire que les Etats-Unis constituent une nation au sens européen du terme ?

René Girard : Ils constituent aussi une nation au sens européen du terme bien que cette nation soit fondée sur des principes un peu différents : la Constitution américaine, les droits de l'homme, une certaine notion de la liberté, une certaine notion de l'entreprise également : le droit au bonheur est avant tout un droit à l'initiative privée, dont on discerne mal l'importance en France. N'oublions pas non plus cette morale protestante dont les prolongements non-religieux ont joué un rôle capital. Mais il est difficile d'en parler car elle est en voie de transformation rapide. D'une manière générale, les idéaux américains sont en pleine métamorphose : il y a cette vieille culture américaine, dont l'Europe n'a pas conscience, qui se sent agressée par les valeurs ou les non-valeurs de la culture commerciale de la même façon que nous nous sentons agressés par cette culture commerciale.

● **Royaliste** : Comment caractérisiez-vous cette vieille culture américaine ?

René Girard : Vous évoquiez tout à l'heure les gratte-ciel. Aux Etats-Unis, ils se trouvent principalement au centre de New-York et de Chicago. Mais il y a peu de gratte-ciel aux Etats-Unis, pas même à Los Angeles qui compte pourtant 12 millions d'habitants. L'Amérique est un pays de petites maisons individuelles, de petites propriétés : presque partout, il existe une culture de petites villes ou de villages, avec une vie locale très forte centrée sur les églises et sur des écoles qui sont indépendantes des pouvoirs fédéraux et locaux. Cette vie locale est fondée sur le protestantisme américain, sur l'individu, sur la famille, sur la libre entreprise. Elle n'est pas perçue en France. De même, on voit très mal que l'adaptation de cette société à la technologie - le fait qu'il y ait une assimilation



■ René Girard

très forte de cette technologie - n'empêche pas cette société d'être très traditionnelle, et même, jusqu'à ces derniers temps, d'avoir été moins touchée par la crise des valeurs que la société française. Mais il subsiste un moralisme très fort, qui n'est pas automatiquement hypocrite comme le laissait entendre un récent reportage de la télévision française sur la ville de Dallas. La seule hypocrisie ne peut créer ce type de puissance, cette stabilité, cette force sociale extraordinaire. Ces valeurs sont très éloignées des nôtres, très difficiles à pénétrer. Mais elle subissent la même crise que les valeurs européennes et les réactions sont très semblables.

● **Royaliste** : C'est un lieu commun de dire que la France est en train de s'américaniser. Est-ce votre impression quand vous y revenez ?

René Girard : Il y a un modernisme de pacotille qui sévit dans le monde entier et dont l'Amérique est devenue le moteur principal. Mais identifier le modernisme et l'Amérique me paraît être une injustice. Il n'est certes pas possible de parler du modernisme sans y inclure l'Amérique. Mais créer une essence américaine qui serait immédiatement assimilée aux formes les plus déplaisantes du modernisme me paraît, je le répète, une injustice.

● **Royaliste** : Pourtant, les Etats-Unis constituent un modèle, qu'il s'agisse de «marketing», d'urbanisme, de «contestation» ou de la Silicon Valley. Toute la modernité semble venir des Etats-Unis...

René Girard : Dans la mesure où il y a un modèle extérieur, nous lui empruntons ses aspects les plus visibles, les plus spectaculaires, les plus négatifs, alors qu'il y a des réalités positives qui nous échappent. Par conséquent,

dans le modèle américain, on choisira toujours les aspects les plus déplorables. Les sources de la force intérieure sont toujours liées à un passé particulier. Il en est ainsi aux Etats-Unis, qui s'appuient sur une tradition démocratique dont la grandeur est mal perçue en France.

Souvent, ce sont les aspects les plus démocratiques des Etats-Unis qui rendent l'élite culturelle incapable d'imposer ses goûts : elle n'en a ni les moyens politiques, ni les moyens financiers. C'est ce qui fait qu'à tous les niveaux les industries de masse jouissent d'une puissance de rayonnement beaucoup plus forte que par le passé et qui se plaque souvent sur un état social assez différent. Par exemple, prendre au sérieux les westerns et les bandes dessinées est un phénomène français, que certains intellectuels américains reprennent par imitation de l'Europe. L'Américain qui consomme ces choses-là a une conscience claire de sa propre dégradation culturelle et vénère l'Europe qui produit, croit-il, la grande culture à laquelle il aspire confusément. Vous voyez que les choses sont très compliquées !

En somme, on prête à l'Amérique une puissance de manipulation qui, à mon avis, n'existe pas : il n'y pas de complot ni sur le plan culturel, ni en économie. En ce moment, on reproche à l'Amérique de ne pas avoir la politique de son impérialisme, au contraire de l'Angleterre du siècle dernier, si elle l'avait on le lui reprocherait aussi. L'incapacité américaine à manipuler les choses en fonction de la politique étrangère vient de la faiblesse du gouvernement à l'égard des groupes de pression internes. Et finalement, la politique des Etats-Unis vis-à-vis de l'Europe, loin d'être un calcul, est une

conséquence inévitable des élections américaines, qui se succèdent à un rythme très rapide. On ne se rend pas compte à quel point l'Amérique est peu dirigée, et elle le sera encore moins dans quelques mois, si Reagan perd les prochaines élections. Par exemple, il y a eu la décision de Reagan dans l'affaire du gazoduc, mais elle n'a pas empêché San Francisco et New York de passer d'importantes commandes de matériel ferroviaire français. De même, le Concorde a été victime du groupe de pression écologique, et non d'une décision du gouvernement américain.

● **Royaliste** : Pour en revenir à la culture commerciale, que pensez-vous de «Dallas» ?

René Girard : C'est un programme qui émerge des «soap operas» - opéras du savon - qui ont lieu l'après-midi à l'intention des femmes désœuvrées. «Dallas» est enraciné là-dedans à la manière dont, si j'ose dire, Tristan et Iseut est enraciné dans la matière de Bretagne. Je ne prétends pas expliquer entièrement les raisons du succès de cette série, que je connais mal. On peut dire cependant qu'il y a aux Etats-Unis une vision du Texas et de la Californie qui ressemble d'une certaine façon au mythe français de l'Amérique. Pour un Américain de l'Est, émigrer au Texas ou en Californie pose des problèmes analogues à ceux qui se poseraient à un Français voulant émigrer aux Etats-Unis. D'autre part, après l'assassinat de Kennedy, Dallas est devenu le bouc émissaire des Etats-Unis. Mais aujourd'hui, Dallas est une ville sans crise, à cause du pétrole, du déplacement des industries vers le sud. Donc «Dallas» est à la fois le rêve américain et le cauchemar américain.

Notez aussi que l'abominable figure de «J.R.» est l'incarnation mythique du capitalisme américain dans la mesure où les Américains se sentent agressés par lui et ont des sentiments très ambivalents à son égard parce qu'ils ont aussi envie de gagner beaucoup d'argent et d'être, un peu, cet affreux personnage. Il est intéressant de remarquer que «Dallas» donne une interprétation très noire du capitalisme américain, qui me paraît liée à l'évolution des *media*. Alors que la télévision française est d'une docilité frappante à l'égard du gouvernement, celle des Etats-Unis est «anti-tout». J'ai connu des *media* respectueux ; puis ils sont devenus une énorme puissance qui dénonce le gouvernement et les pratiques du capitalisme de façon parfois violente - sans que le gouvernement puisse s'y opposer - mais sans idéologie révolutionnaire.

● **Royaliste** : Que pensez-vous du discours de Jack Lang à Mexico ? Comment les intellectuels américains l'ont-ils reçu ?

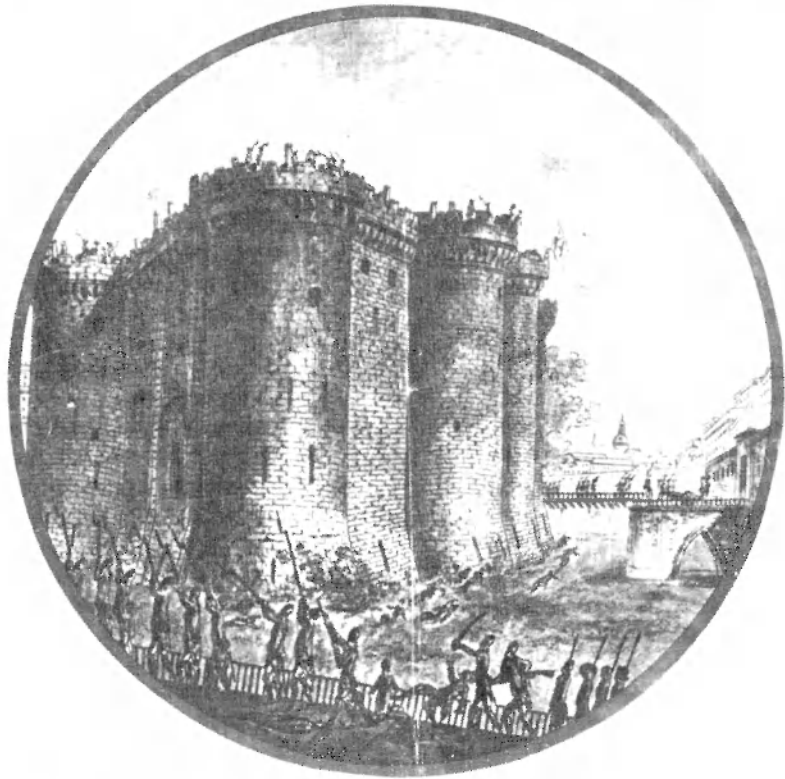
René Girard : L'attitude de M. Lang ressemble énormément à celle des milieux intellectuels américains, qui constituent un peu le lobby européen aux Etats-Unis. Ils ont tendance à voir dans la publicité, dans les multinationales, la même force d'abrutissement que les intellectuels français. Mais ils ne peuvent parler d'impérialisme, parce qu'ils connaissent trop la réalité américaine, parce qu'ils savent que la société américaine est éclatée. Songez aussi qu'il n'y a pas de ministère de la culture aux Etats-Unis et que le gouvernement est totalement impuissant devant l'industrie du spectacle. Quant aux produits culturels, ils ne sont pas toujours américains, songez au *Rock* : il a pris naissance avec les *Beatles*, qui sont anglais. De même, malgré l'immense succès mondial de *Tintin*, nul ne songerait à parler d'impérialisme belge !

En définitive, l'Amérique n'est pas organisée pour l'impérialisme : elle n'a pas conscience des réactions qu'elle suscite en Europe à la suite de décisions prises pour des raisons de politique intérieure. Mais il est vrai que le rôle de l'Amérique dans la vie «culturelle» est proportionnel à sa puissance et peut-être encore plus fort, et il est inquiétant de constater l'influence prodigieuse de la politique intérieure américaine sur le reste du monde.

Propos recueillis par
Gérard Leclerc et
Bertrand Renouvin



■ «une société éclatée...»



de par le roy

Avant de condamner les lettres de cachet comme des symboles abjects du despotisme royal encore faut-il comprendre ce qu'elles furent en leur temps. Claude Quétel s'y emploie magistralement dans son essai «De par le Roy» (1).

L'auteur rappelle tout d'abord qu'elles dérivent d'un des attributs majeurs de la puissance : la «justice retenue» qui réserve au Roi le droit d'«évoquer» devant son conseil n'importe quelle affaire. Au Moyen-Âge cela équivalait à un sensible adoucissement des sentiments d'une justice officielle ignorant la notion de circonstances atténuantes et qui envoie les voleurs au gibet. Ainsi les lettres de rémission «blanchissent»-elles de pauvres hères criminels par accident tel «maître François Villon» si bien dépeint par Jean Favier (2).

A l'âge classique la justice retenue se fait moins miséricordieuse. Son bras séculier la lettre de cachet aboutit à faire enfermer sans jugement l'intéressé. Mais c'est tantôt pour le soustraire aux foudres de la justice régulière tantôt au contraire pour aggraver les peines qu'une procédure normale aurait valu au prévenu. Fouquet fut la plus illustre victime de ce dernier procédé. Devenu dangereux pour le Roi il ne pouvait être jugé publiquement : le procès aurait éclaboussé Le Tellier et Colbert compromis dans ses malversations. L'arrestation discrète par d'Artagnan, un tribunal d'exception et l'internement à vie à Pignerol firent l'affaire.

Mais pour un Fouquet, combien de «politiques» pour qui l'embastillement ne fut qu'un ai-

mable coup de semonce. Le premier emprisonnement de Voltaire ne dura que onze jours. Celui de Marmontel accueilli de pair à pair par le gouverneur de la Bastille et honoré d'un somptueux «souper», quelques semaines.

De toute manière, les capacités d'accueil des trois grandes prisons «politiques» du royaume (la Bastille, Vincennes, le Mont-Saint-Michel) ne dépassent guère la centaine, avec des conditions de vie généralement passables, quelquefois franchement confortables si la famille a de quoi payer. Au total les emprisonnements «politiques» ne dépassent guère en moyenne la quarantaine par an, avec un maximum sous la Régence et le gouvernement de Fleury, et une chute autour de vingt pendant le règne de Louis XVI.

Il s'y ajoute il est vrai les emprisonnements pour «délits de librairie» (mais la censure est aussi inefficace que tatillonne) et ceux - franchement odieux - des protestants et des jansénistes... dont parfois les enfants sont enlevés et éduqués dans des couvents et abbayes catholiques.

Mais il est fondamental de voir que ces lettres de cachet signées par le Roi ne constituent que la partie émergée d'un énorme iceberg de 100.000 à 200.000 lettres de cachet. Pendant les XVIIème et surtout XVIIIème siècles. Elles sont signées au nom du Roi par les

l'échec de marchais

Ce troisième tome nous introduit directement dans la période contemporaine, une période qui n'est d'ailleurs pas achevée puisque son principal acteur est toujours aux commandes et n'a pas donc terminé sa trajectoire, ce que Philippe Robrieux appelle déjà son échec historique.

Georges Marchais, puisque c'est de lui qu'il s'agit, est au centre de ce gros volume. Sa biographie, surtout la fameuse période de la guerre y pèse très lourd. Est-il vrai que les Soviétiques ont imposé Marchais parce que c'est un homme qu'ils pouvaient tenir et qui sous leur conduite prit le tournant décisif de la rupture de l'union de la gauche quand ils le décidèrent ? C'est la thèse de Robrieux et il la défend avec beaucoup de rigueur.

Certes, Marchais n'était pas prêt d'emblée à céder. Des années durant, grâce aux conseils de son confident Jean Kanapa, il maintient une certaine distance avec Moscou. Vint un moment où ce était plus supportable. Au demeurant le parti soviétique avait des arguments de poids en la personne de Jean-Baptiste Doumeng et la manne dispensée par les affaires prospères de ce dernier. Sans cette manne, le parti ne pourrait maintenir le train le fait vivre sa direction. Comment expliquer sans elle, le programme immobilier impressionnant des années soixante-dix ?

Sur la vie interne du parti, sur le nombre de ses militants, sur ses crises récentes, Robrieux rassemble une documentation impres-

sionnante et proprement indispensable si l'on veut se faire une idée exacte des réalités communistes. Dans une première partie, l'auteur trace une vaste fresque de la politique mondiale menée par Brejnev et l'équipe du Kremlin qui fait singulièrement réfléchir. C'est cette stratégie offensive qui a déterminé le tournant du P.C.F., Moscou préférant les faiblesses giscardiennes à une certaine fermeté mitterrandiste.

C'est pourquoi, en définitive, l'avenir du parti paraît des plus problématiques. Poursuivra-t-il une collaboration gouvernementale que seules les circonstances lui ont imposée ? Marchais survivrait-il politiquement à une défaite du parti aux municipales qui serait catastrophique pour l'appareil ? Robrieux permet de poser les vraies questions dans la problématique qui convient, une problématique qui échappe totalement à ceux qui ne connaissent pas les règles du jeu tout à fait particulières à un parti qui ne ressemble à aucun autre.

Michel DOHIS

Philippe Robrieux - Histoire du parti communiste - IIIème tome. Ed. Fayard. Prix franco : 105 F.

ministres et les intendants. En général à la requête des familles désireuses d'éviter à un fils joueur et querelleur, à un père dilapidateur du patrimoine commun, où à une épouse volage, la honte d'un procès qui rejaillirait sur toute la gens tout en faisant méditer à l'ombre pendant quelque temps le ou la coupable, sur leurs fredaines. On serait tenté d'applaudir si l'on ne savait que trop d'épouses victimes d'un mari atrabilaire, trop de filles allergiques à un mariage, avec un barbon se sont retrouvées enfermées dans un couvent voire dans une maison de force. Du moins cela ne concernait-il que les familles ayant au moins le statut de bonne bourgeoisie et qui seules pouvaient ainsi «protéger leur honneur».

Enfin la lettre de cachet c'est aussi le grand enfermement de tous les déviants (fous, mendiants, prostituées) dans les hôpitaux généraux (Salpêtrière, Kremlin-Bicêtre) où ils vivent dans de

conditions de saleté, de misère et de promiscuités indescriptibles. On comprend donc aisément l'hostilité des philosophes (3) et philanthropes du XVIIIème siècle à leur égard. Mais un Louis-Sébastien Mercier peu suspect d'obscurantisme souhaite les purifier mais non les supprimer. Car, dit-il «plus d'une fois l'autorité a purgé l'Etat et la société de monstres ténébreux qui se flattaient que les lois civiles seraient impuissantes à leur égard».

Arnaud FABRE

(1) Claude Quétel -De par le Roy- Privat, prix franco : 71 F.

(2) Jean Favier -François Villon- Fayard. Prix franco : 106 F. Nous reviendrons sur ce livre remarquable.

(3) Oui, mais Voltaire lui-même victime à trois reprises des lettres de cachet réussit à faire enfermer une voisine trop bruyante par cette procédure. Il est vrai qu'il était devenu entre temps le «roi-Voltaire», esprit fort et tout petit monsieur.

Au torrent de l'universelle louange, je ne me sens aucune qualité pour ajouter ma voix. J'étais assez vieux en 1954 pour me souvenir du bol de lait en classe et surtout hélas de Dien Bien Phu et du sombre cortège de la défaite indochinoise. Pour le reste, la peu flatteuse réputation et les insultes dont la droite désobligeait l'homme d'Etat se heurtent en mon esprit à l'espèce d'adoration que lui vouaient la «nouvelle gauche» et *L'Express* de ma jeunesse. L'opinion que je me suis faite depuis de Pierre Mendès-France tient à des lectures et des jugements qui me rendent sa personne aussi distante dans l'histoire que le sont les hommes de la troisième République. Malgré Charlety, malgré la candidature malheureuse en seconde position derrière Defferre en 1969, Mendès n'était plus pour moi qu'un témoin, l'acteur ayant sombré dans le naufrage de la IVème République.

C'était sans doute injuste, mais c'était comme cela. Et puis c'était bien sa faute à cet homme buté dans son refus hautain des nouvelles institutions. La distance est sans doute accrue avec le sentiment d'étrangeté qu'il me donnait, accroché à la vieille mystique républicaine, au radicalisme, à la tradition jacobine, bref à tout ce qui m'était foncièrement contraire et qui avait de surcroît la couleur défraîchie et l'aspect poussiéreux des défunctes républiques. Mais le modernisme mendésiste, mais la réputation de l'économiste, l'aura de l'homme d'Etat ? Tout cela me paraissait échapper à Mendès-France pour échoir à ses héritiers, sous des formes nouvelles.

L'IMPOSSIBLE RÉFORME DU PARLEMENTARISME

Il y a un paradoxe dans la conception mendésiste de l'Etat. La doctrine qu'il ne cessera de développer sur les institutions, celle qu'il énonce sous la IVème République, celle que l'on retrouve dans son ouvrage «la république moderne», s'ordonne autour d'une idée : remédier aux excès du parlementarisme tout en maintenant les prérogatives parlementaires. N'était-ce pas une impossibilité pratique ? On sait que cela aboutira au fameux contrat de législature. Tout devrait donc reposer sur un accord préalable entre la majorité parlementaire et l'exécutif à propos des options essentielles d'une législature. Mais que l'on rapporte cette belle théorie aux circonstances présentes. Voit-on le parti socialiste et le parti communiste s'accorder sérieusement sur des objectifs vraiment communs, par exemple en politique étrangère ? Chacun sait que le compromis actuel est purement tactique et qu'il ne résisterait pas à l'épreuve d'une crise mondiale pour peu que l'Union soviétique fut vraiment en cause. Le contrat de législature n'est rien d'autre qu'une fiction juridique.

En réalité, Mendès-France n'admit jamais qu'il fallait tirer les véritables conséquences de son échec personnel qui fut parlementaire. Il savait bien qu'il fallait un exécutif fort : «L'exécutif doit être en état de gouverner et d'administrer, de prendre ses responsabilités sans autre préoccupation que la réalisation du programme fixé en plein accord avec l'Assemblée nationale.» Mais pour cela, il fallait faire ce que fit de Gaulle, c'est-à-dire redonner une tête à la république, et remédier ainsi à l'absence de

sur mendès- france



par
gérard
leclerc

prince. Un vieux républicain ne pouvait l'admettre. Pourtant, Mendès lui-même, lorsqu'il avait mené quelques sept mois durant les affaires de la France avait tout à fait personnalisé le pouvoir, n'échappant pas aux accusations d'autoritarisme (comme de Gaulle !). Lui aussi avait senti le besoin de s'adresser directement au peuple, ce qui permettait à ses adversaires de lui reprocher de passer au dessus du parlement, dépositaire légitime de la volonté nationale. Le mendésisme, quoi qu'on en ait, c'est aussi la prédominance d'une personnalité, c'est-à-dire en politique d'un homme de décision capable de faire prévaloir les impératifs du bien commun. Avec la *virtus*, au sens romain et authentiquement machiavélien, qui caractérise le véritable homme d'Etat.

L'affaire de la conférence de Genève qui règle fort aléatoirement, hélas, l'avenir indochinois ? La façon dont il emmène le maréchal Juin à Tunis pour régler en moins de deux, l'indépendance tunisienne ? Ce sont tout simplement les décisions d'un politique, fondées en partie sur le calcul et la ruse pour circonvenir les obstacles parlementaires. Mais comment agir durablement en ce sens, sans assurer l'indépendance de l'exécutif ?

Je ne veux pas suggérer ainsi que Mendès-France n'était pas sincère avec lui-même dans son attachement au consensus populaire et au respect du parlement. Je souligne simplement une défaillance de logique, et en définitive un acharnement qui est au principe de son échec et de son effacement de la vie publique. Certes

cet acharnement constitue aussi sa grandeur. Mais il est grave pour un politique de n'avoir jamais admis quelle était la grande faille institutionnelle de notre pays depuis la rupture révolutionnaire. Mitterrand lui a bien fini par l'admettre et c'est sans doute une des raisons pour lesquelles il a réussi ce que Mendès a raté.

RÉCONCILIER LA GAUCHE AVEC L'ÉCONOMIE ?

Le mendésisme c'est aussi évidemment une certaine réconciliation de la gauche et de l'économie, quoi qu'il y ait beaucoup à dire de cette formule. L'admirateur de Poincaré, le maître plus ou moins suivi de Giscard, le préfigurateur du rocardisme, n'est jamais qu'un keynésien, dont la machine intellectuelle fonctionne dans un registre radicalement différent du socialisme traditionnel. On dit que Pierre Mendès-France n'aurait absolument pas approuvé les premiers mois de l'actuelle gestion socialiste et que les récentes mesures de redressement l'auraient, au contraire, rassuré. C'est logique mais surtout singulièrement éclairant. Il y avait entre Mendès et la gauche un fossé que souligne bien l'anecdote rapportée par Suffert. Mendès ne pouvait supporter l'idée de lever le poing dans un meeting. «Dites moi, à la fin du meeting, ils vont se mettre debout et lever le poing. Que devrais-je faire ? Vous me voyez le poing levé ? Je n'ai jamais joué la comédie. Devrais-je commencer demain ?» Finalement Mendès restera debout au moment fatidique, les bras le long du corps «indifférent au regard d'une salle qui souhaite sa conversion et ne l'obtiendra pas.» Anecdote, mais singulièrement significatif, et plus encore symbolique des choix qui se poseront au pouvoir socialiste dans les prochaines années. Irons-nous vers une nouvelle réconciliation des hommes de gauche et des technocrates sous le prétexte d'ailleurs louable que le discours idéologique n'efface pas les difficultés techniques ? Loin de moi l'idée de sous-estimer la valeur de la technicité mais au cœur des choix qui seront faits, il faudra bien choisir certaines finalités contre d'autres, faire ce qu'on appelle des choix de société. L'impératif technique peut-être prétexte d'inflexion vers un néolibéralisme. La lutte risque d'être rude entre les héritiers de Mitterrand !

Le mendésisme impliquait sans doute rigueur économique et aussi coïncidence entre volonté politique et éthique. Edmond Maire n'avait pas tort de dire que Mendès avait un certain moment réconcilié les Français avec la politique que les politiciens avaient discréditée. Il n'est pas sûr pourtant que ces caractéristiques fissent comme on l'a dit, une doctrine. Le mendésisme a bien des avatars possibles, il est gros de bien des indéterminations. Son modernisme n'efface pas les archaïsmes contenus dans le vieux radicalisme laïciste, sa vigueur technique n'implique pas nécessairement une vision claire des buts à poursuivre même si Mendès avait de bonnes idées sur le tiers monde et la décentralisation. Mais en définitive, l'origine de cette indétermination revient à ce républicain que son obstination réduisit à l'inaction et dont le destin politique reste inachevé.

Gérard LECLERC

NICOLE GARCIA • JACQUES PERRIN
CHARLES DENNER • GEORGES WILSON

L'HONNEUR D'UN CAPITAINE

LE FILM DE PIERRE SCHOENDOERFFER



JEAN-FRANÇOIS CHAUVEL • DANIEL KUNNET • PIERRE SCHOENDOERFFER
GEORGES MARCHAL • ROBERT ETCHÉVERRY • CLAUDE JADE
JEAN-FRANÇOIS PORON • HUBERT GIGNOUX • JEAN VIGNY
PHOTOGRAPHIE : PHILIPPE SARDÉ

Pour désamorcer la polémique inévitable sur le rôle de l'armée en Algérie, Pierre Schoendoerffer s'est refusé au film à thèse, aux personnages sans épaisseur.

Il est parti au contraire de l'itinéraire d'un soldat en abordant l'essentiel par touches. Maquisard aux Glières à 16 ans, puis engagé volontaire en 1944 dans l'armée de la France victorieuse, comme une bonne partie des officiers de cette génération, le personnage central n'a pas vraiment le profil du tortionnaire que quelques uns ont voulu voir derrière chaque engagé en Algérie. Et pourtant sa mort dans une embuscade tendue par le FLN n'empêchera pas, vingt ans après, un mandarin, bardé lui aussi de titres de résistance de le dénoncer comme spécialiste de la torture lors d'un débat télévisé. Sa veuve, qui l'a à peine connu, décider d'engager l'épreuve des faits en attaquant l'offenseur en diffamation. Elle sait cependant dès le départ que la vérité ne pourra être entièrement faite.

L'honneur en effet, existe-t-il encore dans cette guerre révolutionnaire que l'armée rencontre en Indochine et dont elle tentera d'intégrer les méthodes en Algérie ? Le doute est venu de là, explique Schoendoerffer, de ces goulags où le Viêt-minh torturait les rescapés de Dien Bien Phu

pour obtenir une signature au bas de pétitions injurieuses pour la France. Et ils ont fini par signer. Après cela, ils ne pouvaient refuser de se mettre à l'école de l'efficacité, ce qui signifiera pour quelques-uns l'école de la torture. On ne saura pas vraiment si le capitaine de Schoendoerffer était de ceux-là, car les faits ont beau être tournés et retournés, il subsiste toujours dans la vie d'un homme une part de secret.

On sent dans cette fin ouverte, toutes les précautions d'un cinéaste qui, sans manichéisme, tente de nous amener petit à petit et comme malgré nous, à nous réconcilier avec notre histoire proche. De la « 317ème Section » à « L'honneur d'un capitaine » en passant par « Le Crabe tambour », P. Schoendoerffer complète l'image de cet officier joué par Jacques Perrin, symbole de cette part de notre enthousiasme national qui a fondu à l'épreuve de la décolonisation. L'oubli des blessures de l'Algérie nous rendra-t-il de nouveau capables des espoirs qui prévalaient aux lendemains de la Libération ?

Olivier MOULIN

fêtes et chansons chinoises

Lorsque l'Empire mit fin à la féodalité et royauté, les Livres furent détruits.

L'Empire établi, l'on voulut reconstituer l'héritage, les Livres furent pieusement et officiellement restitués. Au-delà de leur caractère officiel, Granet a cherché « de quel fonds de coutumes et de croyances ils provenaient ». Avec les *Danses et Légendes de la Chine ancienne* (PUF - 1959) Granet nous apprend à lire les « Classiques », les Annales et Chroniques de la Chine (le *Chouking*) particulièrement, et les *Mémoires historiques* de Seu Ma tsien; d'une « poussière de centons » il devinait « les conditions sociales, techniques, ethnographiques qui avaient présidé à la fondation des Seigneuries. *Fêtes et chansons anciennes de la Chine* (1919. Réédition chez Albin Michel après de longues années d'attente) permet la lecture des poèmes « classiques » rassemblés - dit-on - par Confucius.

Les poèmes du *Cheking* laissent deviner une Chine des Villages (plus universelle que singulière), ils sont formés « par des thèmes qui ont l'allure de dictons de calendriers et dont les vers possèdent cette Vertu - incompréhensible, vraiment, s'ils étaient des productions savantes - d'obliger les hommes à conformer leurs actes au cours de la Nature ». Cette étude « des croyances qui inspiraient l'ancien rituel saisonnier des Chinois », de surcroît est bien à l'origine des *Hain-Tenys* de Jean Paulhan; son principal mérite est la qualité poétique des traductions que propose Granet, seul sinologue à n'avoir pas « raté » la poésie chinoise.

Ghislain SARTORIS

Marcel Granet - *Fêtes et Chansons anciennes de la Chine* - Albin Michel 1982. Prix franco : 75 F.

passez muscade

«Partir aux Isles». Marie-France Barrier et Martine Perron l'ont fait.

Elles sont parties avec tout ce que cela comporte pour des métropolitains. Vous savez, de ceux qui ne sont ni des nostalgiques d'une colonisation dépassée, ni des idéologues d'une liberté étriquée. Mais avec l'attrait de ces îles « du bout du monde ». Attirance faite de générosité sincère, mais aussi d'un certain romantisme trop souvent oublié.

Indéniablement, les romancières ont vécu aux Antilles, et, inévitablement, sont tombées amoureuses de ces petits bouts de terre posés ça et là, au milieu de la mer des Caraïbes.

Amoureuses des îles, certes, mais plus encore de la population qui les habite, de ces « frères humains » qui y vivent, arrivés là, au gré des hasards plus ou moins honorables de l'histoire. Certains accostèrent le nouveau monde pour y faire fortune, d'autres pour parfaire la leur, d'autres enfin étaient enchaînés. Ils avaient la peau noire...

En quelques siècles, les choses ont quelque peu changé. L'esclavage a été aboli, l'indépendance proclamée. A Muscade, on a réussi...

Liberté ! «Passez Muscade» est un livre tout entier fondé sur ce mot. Un roman, un récit, un document, une ode, une aspiration à la Liberté.

Liberté, Autonomie, Indépendance, trois mots féminins évoqués à travers deux femmes, Edith la békée et Maïna la mulâtresse. Tout le livre de Marie-France Barrier et Martine Perron est écrit au féminin; un féminin pluriel.

Roman d'amitié, roman d'amour, roman politique et sociologique (la société créole y est fort bien rendue, encore qu'un peu idéalisée). «Passez Muscade» sait traiter de bien des problèmes du siècle, sans provocation mais sans tabous.

Malgré quelques maladresses de jeunesse dans le style et malgré quelques extrapolations (ou à cause ?) de la réalité, le livre amènera le lecteur à rêver de Muscade, et à vouloir amour et tolérance, et peut-être un peu d'utopie, dans un monde qui en a décidément bien besoin.

Sylvie FERNOY

Martine Perron et Marie-France Barrier - *Passez Muscade* - Ed. le Cerise d'Or. Prix franco : 60 F.

nos pots-de-vin

Notre souscription continue et nous publions ici une 5ème liste de dons. Rappelons que l'objet de cette souscription est de rétablir notre équilibre financier après la passe très difficile que nous avons traversée avant les vacances. Nous avons franchi ce cap dangereux en partie à l'aide de prêts (d'un montant global de 35000 F) que nous ont fait un certain nombre de lecteurs. Il s'agit maintenant de rembourser ces prêts qui arrivent normalement à échéance d'ici la fin du mois de novembre.

A l'inverse des grands partis politiques - comme le montre quelques scandales récents - nous n'avons que la générosité de nos lecteurs comme source de financement. Nous en sommes fiers, même si cela nous contraint à tendre la main régulièrement. Nous ne l'avons jamais fait en vain et sommes sûrs qu'aujourd'hui encore vous répondrez à notre appel.

Y.A.

Adressez vos dons et souscriptions à l'ordre de «Royaliste» CCP 18 104 06 N Paris, en précisant «pour la souscription».

5ème LISTE DE SOUSCRIPTION

G. Bosc 30 F - Ano. Vendée 40 F - J. Huguenin Richard 40 F - G. Gouby 100 F - G. de Vaux 59 F - Ano. Bruxelles 200 F - Ano. Manche 50 F - N. Bardout 40 F - Section Angers 100 F - E. Ozenne 50 F - JP Lopez 15 F - Mme Auboyneau 100 F - F.D. 100 F - B. Barbe 20 F - P. Clavel 200 F - C. Jeunier 50 F - R.T. Sontag 35 F - P. Limousi 660 F - Ano. Saumur 20 F - Y. Garnier 195 F - A. Mercier 150 F - A. Fincato 80 F - L.G. Touyra 20 F - M. Briot de la Crochais 25 F - J. Adrover 50 F - H. Laplanche 14 F - G. Dupuy 100 F - R. Louis 100 F - Mlle Lacour 60 F.

Total de cette liste : 2.703 F
Total précédent : 27.069 F
Total général : 29.772 F

● PARIS

MERCREDIS DE LA NAR

Tous les mercredis, dans les locaux du journal, à 20 h, ont lieu des conférences-débats ouvertes à tous les sympathisants et lecteurs de «Royaliste». A l'issue de ces conférences un repas froid (participation aux frais : 13 F) est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions dans une ambiance amicale. Les lecteurs qui veulent recevoir le programme détaillé des conférences et les invitations sont priés de le demander en écrivant au journal.

Mercredi 3 novembre : Paul et Pierrette GIRAULT DE COUR-SAC viendront présenter leur livre «Enquête sur le procès du Roi Louis XVI». Louis XVI était-il ou n'était-il pas coupable ? Ou plutôt a-t-il réellement fait ce dont il était accusé ? C'est cette question négligée par tous les historiens qui est à l'origine de cette enquête. (Ce livre paraîtra le 16 novembre, nous accepterons encore les souscriptions au prix de faveur qui nous seront remises au cours de cette réunion.

Mercredi 10 novembre. Depuis le mois de septembre, notre bimensuel a consacré une large place à la controverse suscitée par le discours de Jack Lang à Mexico. C'est pourquoi Gérard LECLERC animera un débat sur le thème «CULTURE ET IMPÉRIALISME».

● LYON

Le 5 novembre à 20 h 30, Gérard LECLERC, sera à Lyon, invité par le Cercle Charles Péguy, pour faire une conférence sur le grand auteur catholique. Cette conférence aura lieu dans les locaux du cercle, 15, rue Sala 69002 Lyon. A l'intention des lecteurs et sympathisants de Royaliste, Gérard Leclerc, animera à 18 h une réunion d'information sur le thème «chances et perspectives de la NAR aujourd'hui» qui se tiendra également dans les locaux du cercle.

● LIMOGES

Comme nous l'avons déjà annoncé («Royaliste» 365) se tiendra à Limoges le 20 novembre une «JOURNÉE HENRI III», à partir de 10 heures du matin, salle JP Timbaud.

10 h - «Y-a-t-il encore des royalistes ? Quelles sont leurs idées ?»

par Gérard Leclerc
et les propositions de la NAR de Limoges,

par Laurent Bourdelas
11 h - Conférence de Gérard Leclerc sur «Bernanos politique» avec signature de livres.

12 h 30 - Buffet campagnard,

14 h 30 - Concert de Rock

16 h 30 - Concert de Blues avec Serge Zeni.

Toute la journée des stands divers seront ouverts au public : celui de la NAR bien sûr, mais aussi celui du Cercle d'Aguesseau, regroupant tous les royalistes de Limoges, celui du Club Nature L'Ecrevisse (Ecologistes) ...

Pour plus de renseignements : téléphoner à Laurent Bourdelas, (55) 77.33.85.

● ETUDIANTS-LYCÉENS

Le journal spécifique des étudiants et lycéens de la NAR «Royaliste-Université» a, cette année, fait peau neuve. Une présentation et un contenu améliorés et surtout une régularité de parution qui avait parfois fait défaut les années précédentes ...

Pour que cette rénovation porte ses fruits, Royaliste-Université a besoin d'augmenter sa diffusion et son nombre d'abonnés. C'est bien sûr aux étudiants et lycéens, premiers concernés, que nous nous adressons, mais aussi à tous ceux qui sont soucieux de voir croître notre audience en milieu universitaire. Tarif d'abonnement pour 5 numéros : 12 F pour étudiants et lycéens, 30 F pour les non-étudiants, les abonnements de soutien à 50 F ne seront pas refusés !

Le conseil de rédaction de Royaliste-Université a décidé de lancer une grande enquête auprès des jeunes royalistes : «comment et pourquoi je suis royaliste» : 15 à 20 lignes maxi. qui seront publiées dans les prochains «R-U», à vos plumes !

● «CHARLES MAURRAS, L'ACTION FRANÇAISE ET LA QUESTION SOCIALE», le livre de Bertrand Renouvin que nous avons mis en souscription dans le dernier numéro de «Royaliste» paraîtra le 10 décembre 1982 (224 pages). Prix de souscription : 78 F (83 F port compris) - prix après parution : 98 F (103 F, port compris), à l'ordre de «Royaliste».

FAITES CONNAITRE

L'un de nos soucis principaux et constant est d'augmenter régulièrement l'audience de notre bimensuel. Pour cela, et faute de moyens financiers importants, nous ne devons compter que sur l'aide de nos amis, militants et sympathisants, qui ont à cœur de faire connaître le journal autour d'eux. A cette intention, nous avons créé deux types d'abonnements spéciaux :

- l'abonnement-paquet pour recevoir 5 ou 10 exemplaires du journal à chaque parution (tarif pour trois mois : 5 ex. : 89 F - 10 ex. : 174 F).

«ROYALISTE» I

- l'abonnement-invendus qui permet de recevoir, avec quinze jours de retard, des numéros invendus du journal (tarif pour 6 mois : 5 ex. : 36 F - 10 ex. 63 F)

D'autre part, il est aussi possible de souscrire des abonnements de propagande à l'intention de vos amis et relations. Dans ce cas l'administration du journal se charge de tout (expédition de «Royaliste» et lettre de demande d'abonnement à la fin de l'essai). Le tarif pour ces abonnements de propagande est de 16 F pour une durée de trois mois.

royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
Imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (40 F), 6 mois (75 F), un an (130 F), de soutien (250 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

L'affaire des sommes versées par la mairie de Paris à un bureau d'études pour le moins douteux a défrayé la chronique pendant quelques jours. Sans doute faut-il déplorer de telles pratiques, qui aboutissent au gaspillage ou au détournement à des fins partisans de l'argent des contribuables. Mais «l'affaire» révélée par Libération méritait-elle l'extrême attention que les chaînes de télévision lui ont accordée ? A trop concentrer le tir sur un cas particulier, on oublie que la véritable question posée par cette affaire est celle du financement de l'ensemble des partis politiques, et non de tel ou tel d'entre eux. Les responsables du Parti socialiste, qui ont très prudemment commenté l'affaire en question, le savent d'ailleurs fort bien.

Il est en effet de notoriété publique que toute municipalité tenue par un parti, de droite ou de gauche, contribue largement au financement du dit parti, soit en entretenant des permanents déguisés en employés municipaux, soit en choisissant, pour les travaux qu'elle entreprend, des bureaux d'études qui reversent au parti dont ils dépendent une fraction des sommes reçues. Si scandale il y a, ses auteurs sont très équitablement répartis sur l'ensemble de l'échiquier politique.

A parti de ce constat, il est facile de conclure à l'impartialité de toute la classe politique, ce qui a l'avantage de rejoindre un sentiment très répandu dans l'opinion. Seraient-ils donc «tous vendus» et partant tous complices ?

L'ARGENT SECRET

Certes, il existe un «argent secret» (1) sans lequel les grands partis politiques ne pourraient exister : une simple campagne d'affichage coûte 15 à 20 millions de francs, l'organisation d'un congrès 6 à 10 millions et une campagne électorale nationale atteint des chiffres énormes. Même s'il dispose d'un nombre confortable d'adhérents, il est évident qu'aucun parti ne peut financer de telles dépenses par les seules cotisations. Victimes du spectacle politique qu'ils ont monté, les partis sont obligés de recourir à un financement occulte, avec plus ou moins de prudence.

Le fait est établi pour les partis de droite qui, peut-être parce qu'ils pensaient garder indéfiniment le pouvoir, ont agi avec une coupable légèreté : des révélations diverses, d'ailleurs «suscitées» par les milieux giscardiens, ont prouvé les liens qui existaient, au temps de Georges Pompidou, entre l'U.D.R. et les milieux immobiliers. Mais les indélicatesses, trafics d'influence et compro-

l'argent des partis



par
bertrand
renouvin

missions dénoncées dans les années soixante-dix étaient fort peu de chose au regard des pratiques giscardiennes. A la médiocre «République immobilière» succéda une «république boursière» dont nous avons autrefois démonté les mécanismes. Enfin, nul n'ignore que les organisations patronales financent largement les partis de droite et interviennent régulièrement auprès des parlementaires, par des pressions qui ne sont pas seulement amicales, pour qu'ils votent de «bons» amendements.

Les socialistes, en revanche, ont été protégés à la fois par leur idéologie et par leur statut d'opposants, qui les ont conduits à plus de circonspection, du moins sur un plan général. Il reste à démontrer qu'ils seront capables de conserver une certaine rigueur dans l'exercice du pouvoir. Quant au Parti communiste, on sait qu'il tire sa richesse de ses propres entreprises commerciales et de la participation de certains de ses militants aux grands circuits économiques.

Ainsi, qu'il tire son argent des marchés publics, des groupes de pression ou des grandes affaires, aucun parti politique n'est en mesure de présenter une comptabilité parfaitement transparente. Mais cette vérité d'évidence ne doit conduire ni à la simple réprobation morale, ni à la résignation :

— Les partis politiques ont des faiblesses congénitales, qui les font dépendre tantôt de groupes d'intérêts tels que le C.N.P.F., tantôt de leurs clientèles. L'es-

sentiel est que les conséquences soient limitées, à la fois par l'indépendance du pouvoir exécutif et par la capacité du gouvernement à imposer une ligne de conduite à sa majorité parlementaire. Les moyens constitutionnels existent depuis 1958; il suffit d'avoir la volonté de les utiliser.

— Il n'en demeure pas moins que la puissance financière des grands partis tend à requi- re le débat politique au choc d'opérations publicitaires fondées sur des slogans vides et sur des «images de marque» fabriquées par les spécialistes de la manipulation.

— Appauvri par le spectacle politique, le débat politique est en outre confisqué par ceux qui ont réussi à enclencher le processus cumulatif de la puissance et de l'argent. On n'écoute que ceux qui ont la puissance, la puissance attire l'argent, qui procure encore plus de puissance. Les media s'empressent d'entrer dans cette logique, parce qu'ils sont voués au spectacle, mais en même temps accélèrent le processus et ne cessent de renforcer le monopole des grands partis.

QUE FAIRE ?

Cette situation injuste et finalement attentatoire à la liberté d'expression ne saurait être plus longtemps tolérée par l'Etat, qui devrait obliger les partis politiques à plus de clarté dans leurs comptes et à plus de retenue. Mais comment ? Périodiquement, un financement public des partis en fonction des suffrages obtenus est proposé. Mais une telle solution donnerait une prime à la puissance déjà acquise et n'empêcherait pas les versements occultes. En revanche, il est possible de limiter l'influence de l'argent,

— par le contrôle des recettes des partis, en créant une commission de vérification des comptes présidée par le Premier Président de la Cour des comptes (comme l'avait proposé un député giscardien en 1976).

— par l'obligation qui leur serait faite de rendre publique les dons perçus,

— par une limitation des dépenses de propagande électorale.

Plutôt que de se livrer au jeu malsain des scandales, la classe politique se grandirait en mettant au point une telle réforme qui, tout en la contraignant, lui redonnerait l'honorabilité que, d'affaire en affaire, elle tend à perdre.

Bertrand RENOUVIN

(1) Voir André Campana : *L'Argent secret* (Arthaud 1976) et son article dans «Le Matin» du 14 octobre 1982.